SECURITE ALIMENTAIRE ET IMPLICATIONS HUMANITAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL

Janvier 2012

L'Essentiel

- **Alerte Sahel - Populations vulnérables estimées : Burkina = 1 600 000, Niger = 5 458 000, Mauritanie = 700 000, Mali = 3 000 000 et Sénégal (en cours de validation) = 850 000. Estimations pour le Tchad non finalisées.**
- Les productions de contre saison en cours ne remettent pas significativement en cause les résultats prévisionnels des récoltes.
- Une mobilisation immédiate est indispensable pour répondre aux risques de crise alimentaire
- **Marchés** : fermeté des prix des céréales, en particulier dans le Bassin Central. Mise en place de restrictions d'exportation des céréales au Burkina Faso et au Mali.

Risque élevé d'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans de larges zones du Sahel

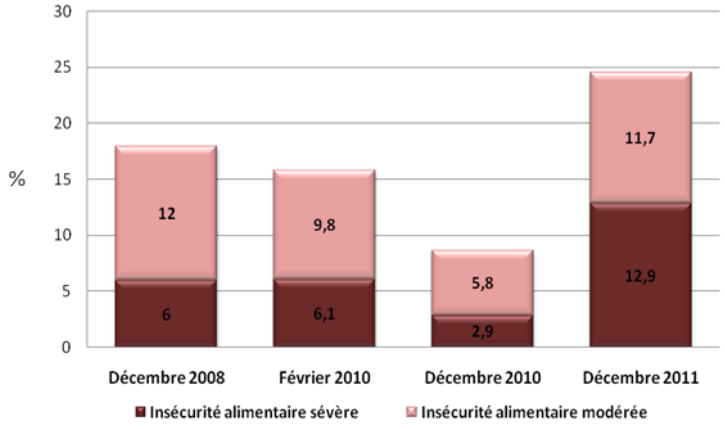
Au **Niger**, les résultats préliminaires de l'enquête de «Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages en milieu rural et urbain » ont été rendus publics le 13 janvier. Ces résultats montrent qu'en décembre 2011, plus de 5 458 000 personnes (34,9% de la population) étaient en état d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, dont 1 324 435 sont en insécurité alimentaire sévère. Le taux de malnutrition infantile dépasse le niveau d'alerte. Par exemple, dans la région de Tillabéry (Ouest du Niger), l'une des zones les plus touchées par la sécheresse, le taux de malnutrition aigüe a atteint plus de 13% selon les résultats préliminaires de l'enquête nutritionnelle d'octobre 2011, se rapprochant du seuil d'urgence de 15%.

Selon les résultats de l'enquête sur l'impact du déficit pluviométrique et de la hausse des prix des produits alimentaires sur la sécurité alimentaire des ménages de décembre 2011, 24,6% des ménages ruraux **en Mauritanie** sont en insécurité alimentaire dont plus de la moitié (12,9%) ont une consommation alimentaire pauvre (cf. Figure 1).

Cela représente presque le triple des niveaux observés en décembre 2010 en milieu rural. Les taux d'insécurité alimentaire de cette année sont les plus élevés observés en période post-récoltes depuis la mise en place du système de suivi de la sécurité alimentaire des ménages en Mauritanie.

L'enquête du SAP au **Burkina Faso** confirme qu'environ 1,67 millions de personnes sont vulnérables à l'insécurité alimentaire (162 communes au total), principalement dans les régions du Nord et du Centre du pays. D'autres enquêtes sont en cours pour déterminer les moyens d'existences les plus touchés.

Figure 1 : Evolution de l'insécurité alimentaire en milieu rural en période post-récoltes en Mauritanie



Source : ESAM 2011

Au **Sénégal**, les résultats définitifs de l'enquête SMART organisée par le Ministère de la Santé, de la Prévention et de l'Hygiène Publique du 2 novembre au 22 décembre 2011 (période post-récolte) indique des taux de malnutrition aiguë globale compris entre 5% et 10% dans les régions de Kédougou, Kolda, Louga, Saint Louis, Tambacouda et Thiès. Il s'élève à 10,3% à Diourbel et 14,1% à Matam. Les autres régions n'ont pas été étudiées.

Objectif : *Dans le cadre des réunions mensuelles du Groupe Régional de Travail Sécurité Alimentaire et Nutrition pour l'Afrique de l'Ouest, dans une perspective humanitaire, le PAM et la FAO informent grâce à ce document le groupe sur les faits saillants de la sécurité alimentaire du mois écoulé.*

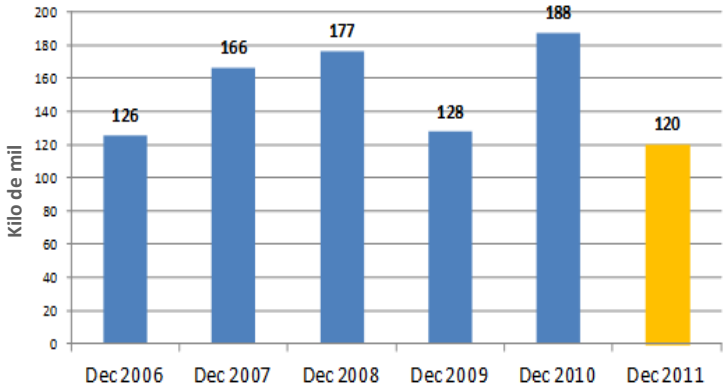
Risque élevé d'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans de larges zones du Sahel (suite)

Les prévalences de la malnutrition aiguë sévère chez les enfants de 6 à 59 mois atteignent le seuil critique de 2% à Matam. La morbidité est très importante au sein de l'ensemble des régions enquêtées et contribue probablement à la dégradation de l'état nutritionnel des enfants.

La situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois et des femmes enceintes et allaitantes dans tous les pays du Sahel est à surveiller, notamment dans les zones à risque de difficultés alimentaires, afin d'éviter son aggravation.

Les effets des la sécheresse et de l'augmentation des prix des céréales (voir page 3) provoquent des pertes de revenus importantes chez les agriculteurs et les éleveurs. Cela se traduit notamment par l'érosion des **termes de l'échange des propriétaires de bétail.** Ainsi, à Ndjamena, un éleveur peut obtenir 120kg de mil en vendant un mouton, alors qu'en moyenne, au cours de l'année dernière, cet échange permettait l'achat de 157kg (cf. Figure 2). La dégradation des termes de l'échange des éleveurs de mouton tient principalement à la hausse du prix du mil.

Figure 2 : Termes de l'échange mouton/mil sur le marché de Ndjamena



Source : mission CILSS FAO FEWS NET PAM

Dans un majorité des pays touchés par la crise, les ménages mettent déjà en place des stratégies de résilience normalement utilisées en période de soudure (exode, vente de bétail, réduction de la consommation) qui affectent leur résilience sur le long terme.

Etat de la contre-saison et préparation de la réponse à la crise au Sahel

Au Sahel, les récoltes d'hivernage s'achèvent et les résultats définitifs intégrant les résultats des productions de cultures de décrue et de contre saison seront partagés lors de la prochaine réunion du Réseau de Prévention et de Gestion des Risque alimentaire prévue en mars 2012. Ces productions représentent un pourcentage limité des productions totales et ne remettront significativement pas en cause les résultats prévisionnels, en particulier dans les zones affectées par des aléas pluviométriques sévères (retard des pluies, pauses pluviométriques et arrêt précoce). En janvier 2012, les cultures de contre saison sont mises en place là où l'eau reste accessible.

Les **cultures de décrues le long du Fleuve Sénégal ont été affectées par la faiblesse de la crue** ce qui a limité les emblavements. Au Mali, la crue des Fleuves s'est manifestée par un rythme de montée du niveau des eaux très faible par rapport à l'année dernière; les niveaux d'eau sont restés inférieurs à largement inférieurs à ceux de l'année dernière et à la moyenne pluriannuelle sur les principaux cours d'eau, ce qui compromet l'accès à l'eau pour les cultures de décrue et de contre saison.

La situation pastorale reste préoccupante. Au Mali, Afrique Verte rapporte que le Ministère de l'Elevage et de la Pêche du Mali a indiqué depuis le mois dernier que 400 communes sur les 703 sont en crise et que 60 % de la biomasse est perdue. En conséquence, la situation de l'élevage est peu satisfaisante car les pâturages herbacés et ligneux sont moins fournis. Les conditions d'abreuvement commencent à être difficiles par endroit à cause de l'assèchement de certains points d'eau naturels, notamment en Mauritanie, au Tchad et dans les cercles de Douentza, Koro et Bankass au Mali. L'état d'embonpoint des animaux reste tout de même encore satisfaisant. La production des principaux produits animaux (lait, viande et œufs) sont en forte baisse dans l'ensemble des régions.

Concernant la situation acridienne en janvier 2012, malgré la diminution des effectifs acridiens dans le Nord-Ouest de la Mauritanie en décembre 2011, quelques ailés isolés vont probablement persister dans cette zone en janvier. Au Niger, de bonnes pluies sont tombées dans les montagnes de l'Aïr où une reproduction à petite échelle était en cours et va probablement se poursuivre en janvier mais on s'attend à ce que les **effectifs acridiens restent en-deçà des seuils critiques**.

L'évolution de la campagne agricole de contre saison et de la situation pastorale n'est pas de nature à modifier le risque élevé de crise d'accessibilité alimentaire dans de larges zones du Sahel. Les acteurs continuent à se mobiliser pour répondre à ces risques. Le 17 janvier 2012, le Niger a officiellement lancé son CAP 2012 d'un montant de 229 millions de dollars pour aider plus de 3,8 millions de personnes. La Stratégie Régionale Inter Agence (IASC) de préparation à la crise alimentaire, pastorale et nutritionnelle est en cours de révision et permettra de renforcer la préparation au niveau régional, de soutenir la coordination des acteurs de la réponse et de faciliter le suivi de la situation.

Accalmie des marchés internationaux de céréales

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires **(Figure 3)** était de 211 points en moyenne en décembre 2011, soit **une baisse de 2,4 pour cent** (ou 5 points) par rapport à novembre. Il se situe ainsi à 11,3 pour cent (soit 27 points) **en-deçà du niveau record atteint en février 2011**. Ce recul est imputable aux fortes baisses des cours internationaux des céréales, du sucre et des huiles.

En décembre 2011, les **cours mondiaux du riz ont connu une forte chute** sur l'ensemble des marchés à l'exportation. Les acheteurs font jouer la concurrence entre exportateurs grâce aux prix indiens particulièrement bas. La tendance à la baisse devrait se poursuivre dans les semaines à venir. Cependant, les perspectives restent incertaines car elles dépendront des décisions politiques dans les principaux pays exportateurs et importateurs.

Figure 3 : Prix des céréales sur les marchés internationaux

Source : FAO

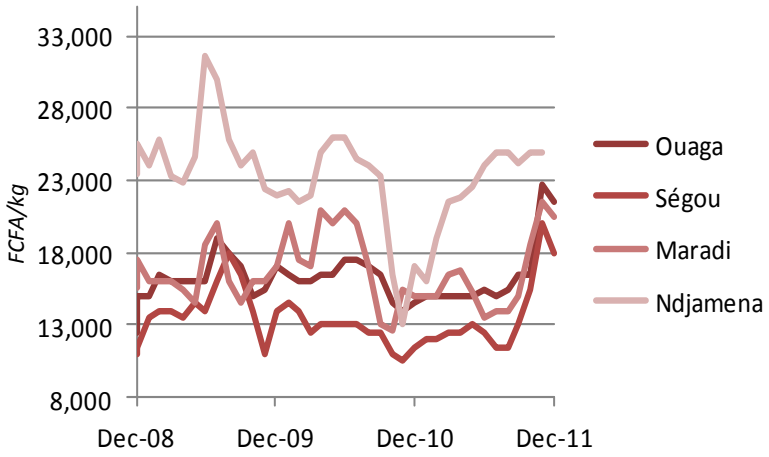
Des prix toujours élevés, en particulier dans le Bassin Central

Après avoir accusé des hausses inhabituelles d'octobre à décembre 2011 qui ont entrainé les prix du mil à des niveaux élevés, les cours ont connu une évolution hétérogène en janvier 2012. Alors que des baisses sont relevées à Ségou (-10%), Bobo Dioulasso (-13%) et Bamako (-7%), la **hausse des prix du mil s'est poursuivie** (cf. Figure 4)**,** notamment à Dori (+15%), Fada Ngourma (+20%) et Sikasso (+11%) par rapport à décembre, témoignant du caractère toujours tendu des marchés céréaliers dans le bassin central. Au Niger, les prix du mil sont orientés à la hausse dans la plupart des marchés. Par rapport à la moyenne quinquennale, les prix demeurent en hausse de 50 à 60% au Mali et au Burkina Faso, et de 30 à 40% au Niger et au Tchad.

Selon les observations réalisées sur le terrain, la ruée des commerçants vers les stocks dans la période post-récolte, facteur principal de la hausse, s'est estompée. Les **prix des céréales sèches se situent néanmoins à un niveau au dessus de la moyenne** dans les principaux marchés sahéliens. Il est permis de penser qu'après cette 'pause', la hausse des prix reprendra, compte tenu du caractère soutenu de la demande, notamment les perspectives de son augmentation au fur et à mesure de l'épuisement des stocks des ménages. La mise en place de **restrictions sur le commerce transfrontalier pourra également entretenir la fermeté des prix** dans les zones déficitaires.

Au cours du mois de janvier 2012, le **commerce nigérian** avec le reste de la région a marqué le pas du fait de la mise en place de restrictions aux frontières du nord-est et par l'augmentation du prix de carburant dans le pays. S'il est permis d'espérer que la fermeture des frontières sera temporaire, elle a néanmoins réduit les volumes d'échanges de céréales et de produits de rente avec le Niger et le Tchad. En revanche, l'augmentation conséquente du prix du carburant à la pompe au Nigéria (de 50% par rapport au mois dernier) aura des répercussions plus durables sur le coût des produits alimentaires qu'exporte le Nigéria mais aussi sur le coût du transport au Niger, qui dépend largement du carburant de contrebande.

Figure 4 : Prix du mil à Ouagadougou, Ségou, Maradi et N'Djamena



Source : données FAO/GIEWS

Compte tenu des inquiétudes pour la situation alimentaire, certains gouvernements ont reconduit des mesures limitant l'exportation des céréales. Au Burkina, une circulaire interdit l'exportation des céréales depuis décembre 2011. Au Mali, l'exportation de céréales est soumise à un permis délivré au cas pas cas par l'administration. Par conséquent, les exportations informelles et les tracasseries se sont multipliées, **renchérissant le coût d'acheminement des produits et prolongeant les délais d'acheminement vers les zones déficitaires**. Si ces décisions limiteront les hausses de prix dans les zones excédentaires, elles ne feront qu'exacerber les difficultés d'approvisionnement dans les zones déficitaires. On peut aussi craindre que ces restrictions d'exportations répétées viennent à décourager la production.

Des prix toujours élevés, en particulier dans le Bassin Central (suite)

Les achats institutionnels sont en cours au niveau de la région.

- Au **Niger**, l'achat de 43 000 tonnes de céréales a été lancé qui s'ajoute aux 15 000 tonnes prévues par le PAM.
- Au **Tchad**, environ 50% des stocks détenus par l'ONASA ont été mis sur le marché courant janvier. Le sac de céréales est vendu à 10 000 francs CFA.
- Au **Mali**, plusieurs contrats sont déjà signés pour 10 900 tonnes de mil/sorgho/maïs livrables à Ségou début janvier et un appel d'offre pour 20 000 tonnes supplémentaires est en cours. Cependant, l'OPAM attend la mise à disposition du financement complémentaire pour la poursuite des opérations d'achat portant sur 34 600 tonnes.
- **En Mauritanie,** le Commissariat à la sécurité alimentaire a acheté 3 100 tonnes de blé en 2011 et prévoit d'acquérir la même quantité début 2012.
- **Au Burkina Faso**, le Gouvernement a acheté récemment 800 tonnes de céréales qui viennent s'ajouter aux 6 500 tonnes du Stock d'intervention et aux 24 000 tonnes du Stock national de sécurité.

Les efforts des gouvernements pour renflouer les stocks nationaux pourraient être compromis par un manque de financement.

Recommandations au groupe de travail régional sécurité alimentaire et nutrition

Mesures	Avantages
Continuer à soutenir les pays affectés dans la mise en œuvre d'enquêtes de sécurité alimentaire et nutritionnelles auprès des ménages	Le nombre de ménages à assister est précisé et le ciblage pour la réponse est amélioré
Mettre à jour la 'Stratégie Sahel' des acteurs humanitaires afin de localiser, cibler et chiffrer la réponse	Des actions de mobilisations de ressources sont décidées rapidement
Soutenir les pays ayant développé un plan d'urgence dans la mise en œuvre de leurs activités de réponse aux crises	Les pays déclenchent à temps la réponse aux crises alimentaires nutritionnelles et des moyens d'existence
Suivre les indicateurs des marchés afin de déterminer les rôles respectifs qu'auront les interventions monétarisées et celles en nature dans la réponse	Une décision, fondée sur des éléments probants, est prise à temps, évitant ainsi un délicat changement de stratégie au moment de la soudure

Conclusions

- Les risques de crise alimentaire sont confirmés dans de nombreuses régions des pays du Sahel. Les plans d'urgence mis en place par les Gouvernements couvriront avec difficulté les besoins alimentaires des ménages pour lesquels la période de soudure a déjà commencé (Mauritanie, Mali, Niger et Tchad notamment).
- Aux problèmes de disponibilité alimentaire continue de s'ajouter des prix élevés des céréales et des baisses de revenus en particulier pour les agriculteurs et pasteurs. Les marchés restent fermes et les actions gouvernementales viennent s'ajouter aux contraintes rencontrés par les commerçants.
- L'appui immédiat aux programmes des gouvernements est essentiel pour assurer une réponse adéquate. L'impact de la hausse des prix et l'approvisionnement des marchés doivent être suivis de près car ils pourraient influencer la mise en place des transferts monétaires, en particulier dans le bassin central où les augmentations sont actuellement les plus fortes.

Informations sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

www.wfp.org/food-security

Mme. Naouar Labidi
Naouar.Labidi@wfp.org

M. Jean-Martin Bauer
Jean-Martin.Bauer@wfp.org

M. Cédric Charpentier
Cedric.charpentier@wfp.org

www.fao.org/emergencies/fr

M. Jose Luis Fernandez
Joseluis.Fernandez@fao.org

M. Patrick David
Patrick.David@fao.org

M. Pape Boubacar Soumaré
PapaBoubacar.Soumare@fao.org